

**ANTI**  **RESSE**

N° 184 | 9.6.2019

**La fonction réelle des médias  
de grand chemin**

**Chronique de  
l'islamisation française**

**Le capitalisme du désastre**

**Comment peut-on  
parler de la Chine?**

Observe • Analyse • Intervient

*Chers Lecteurs,*

Ce n'est pas tous les jours que nous inaugurons une nouvelle rubrique. Bienvenue donc à «notre homme à Pékin»! Pour la chronique inaugurale de sa rubrique «Thé d'Orient», Laurent Schiaparelli nous a adressé un petit manifeste. En commençant par nous dire *d'où* il parle et ce qui le pousse à chroniquer le quotidien et la prospective du grand empire où il vit depuis de longues années.

Ce n'est pas tous les jours non plus que nos auteurs, sans même s'être concertés, nous livrent un panorama de l'époque comme celui que proposent le Cannibale lecteur et Eric Werner dans ce numéro. Entre le «capitalisme du désastre» et l'islamisation, il existe une obscure alliance de fait dont l'Europe risque de périr. Dépêchons-nous d'en

parler avant que les patrouilles doucereuses et féroces du *politiquement correct* ne viennent frapper à la porte de la rédaction...

Enfin, après 73 semaines de bons et loyaux services, nous avons décidé de remiser le Drone dans son hangar! Rassurez-vous: non notre magazine lui-même, mais simplement l'appellation de son cahier PDF, qui donnait à penser que nous éditions plusieurs publications différentes et créait une confusion inutile. Désormais, le magazine de l'Antipresse s'appellera simplement l'Antipresse et reprendra la numérotation hebdomadaire instaurée depuis le tout premier numéro de la lettre, le 6 décembre 2015.

Bonne lecture et bonne semaine!

SLOBODAN DESPOT



«THÉ D'ORIENT», P. 13.

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: antipresse@antipresse.net

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

*It's not a balloon, it's an airship!* (MONTY PYTHON)

LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

# Les tringles du nouveau Rideau de fer

(A quoi les médias servent-ils vraiment? (2))

**P**OURQUOI LES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN S'ACCROCHENT-ILS TANT AU POLITIQUEMENT CORRECT, AU MÉPRIS DE LA SACRO-SAINTE RAISON ÉCONOMIQUE ELLE-MÊME? SERAIT-CE PARCE QUE LEUR PROFESSION NE SERAIT PLUS UN MÉTIER, MAIS UNE FONCTION ADMINISTRATIVE?

Suite au décès de *L'Hebdo*, j'ai essayé de comprendre «qui a (vraiment) tué la presse papier?» (*Antipresse* 62 du 5.2.2017). Sur la foi des actes et des déclarations des responsables, on pouvait situer de manière assez fiable la cause du décès à l'intersection de deux tendances difficiles à concilier. Du côté *management*, une surexploitation cynique de l'imprimé en tant que vecteur publicitaire. Du côté rédactionnel, un élitisme idéologique fièrement affiché, un «internationalisme provincial» sans ancrage dans la sensibilité commune, qui avait fini par aliéner le public. Or quand le public s'en va, pourquoi l'annonceur resterait-il?

Dans une économie en principe gouvernée par les loirs du rendement et de l'efficacité, cette frappante enclave d'inefficacité que représente l'incohérence économique des médias de grand chemin n'est curieusement jamais mise en cause. On n'a jamais entendu les responsables mettre en question ce mariage de la carpe et du lapin, de l'avidité ultralibérale et de l'idéalisme post-soixante-huitard. Vouloir vendre des pubs au grand nombre par le truchement d'une idéologie minoritaire est

un oxymore constant de la presse de grand chemin. Celle-ci préfère sombrer plutôt que de le remettre en question. Voir l'interminable agonie du quotidien *Le Temps* qui, même d'outre-tombe, continuera sans doute à distribuer des leçons de conduite que personne n'écouterà.

## LE CŒUR DU DISPOSITIF

Or que trouve-t-on au cœur de cette union perverse? Quel est le liant du couple, son bouc émissaire? D'un côté comme de l'autre, un même mépris du client. Du lecteur et du citoyen.

Pour rappeler le conditionnement mutuel de ces facteurs, je me permets de republier ici le diagramme systémique de l'effondrement de la presse de grand chemin publié dans *l'Antipresse* 182 du 26 mai dernier. Comprimé entre l'élitisme des faiseurs d'opinion et le cynisme des publicitaires, le consommateur a glissé telle une savonnette dans le bain des réseaux sociaux et des «nouveaux médias».

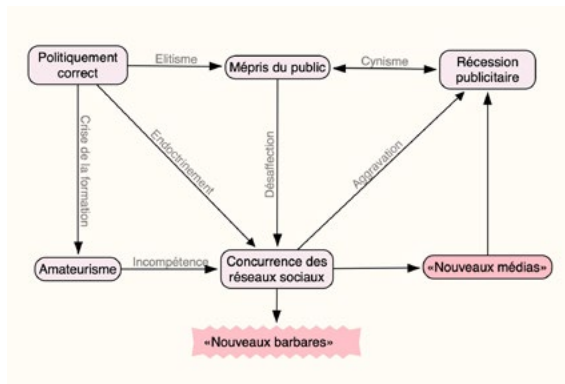
Contrairement aux affirmations des éditeurs de presse, ce n'est pas la désaffection du public qui a entraîné la crise publicitaire. C'est la surexploita-

tion publicitaire, jointe à la crise économique et à des politiques rédactionnelles sans égard pour le lecteur, qui a entraîné une baisse de la qualité des contenus et poussé le public à aller voir ailleurs. Or, lorsqu'on en est venu à dépendre pour 70 % du revenu publicitaire, sortir du cercle vicieux est pratiquement impossible. La baisse du revenu publicitaire a réduit non seulement le nombre des journalistes, mais encore leurs moyens d'investigation, leur temps de recherche disponible et la qualité de leur formation. Formation doublement estropiée: d'un côté par la récession économique, de l'autre par le conformisme idéologique des écoles qui les forment, devenues des usines à médiocrités bien-pensantes.

Le journalisme «arpenteur-du-monde» s'est replié sur un journalisme de l'entre-soi. Dans le domaine francophone, à tout le moins, l'art du grand reportage est devenu pour ainsi dire une rareté. Comme dans d'autres secteurs, on en est venu à le sous-traiter tant pour des raisons d'économie que de commodité et de sécurité(1). De toute manière, la «réalité du terrain» n'a plus beaucoup d'importance vu l'épaisseur des lunettes idéologiques dont nous nous sommes chaussés.

#### TIRONS LE RIDEAU

Dans un monde idéal, il eût peut-être été envisageable de basculer vers un modèle financé par le public. Encore eût-il fallu pour cela



le comprendre et l'écouter. Or dans la configuration mentale des médias de grand chemin aujourd'hui, on n'écoute pas le public. C'est à lui d'écouter. On ne prétend plus l'informer, on veut le *former*. Le façonner. Cette attitude est si profondément ancrée dans le *mainstream* médiatique qu'il ne s'en aperçoit même plus — sauf lorsque quelqu'un prétend former le public selon des idées différentes des «nôtres». La pensée unique ne devient visible que lorsqu'elle cesse d'être seule.

C'est pourquoi les pouvoirs fondés sur l'idéologie s'efforcent toujours de clore l'espace où s'exerce le monopole de leur idée. La finalité étant, bien entendu, que l'enclos s'étende aux confins de l'univers connu — ou alors que l'univers connu se limite à sa seule représentation mentale autorisée(2).

On ne rappellera jamais assez que le concept de *politiquement correct*, aujourd'hui prédominant dans les médias de grand chemin, est né dans l'URSS des années 30, en pleine dérive totalitaire. Le dialogue d'où il est tiré souligne que la réalité elle-même est suspecte.

«*Camarade, ton affirmation est factuellement erronée. — Certes, camarade, mais elle est politiquement correcte!*»

L'Empire du politiquement correct que décrit Mathieu Bock-Côté représente de fait une tentative de refaçonnage complet de l'humanité dans ses repères culturels et son rapport à la réalité. Résumant les remarquables travaux de ce chercheur, le Cannibale lecteur évoque le «règne de la société diversitaire» (*Antipresse* 187 du 28.4.2019), idéologie qui s'est emparée de l'élite intellectuelle occidentale à la fin des années 1960 et qui imprègne tous les programmes d'éducation et d'information depuis lors.

Cette idéologie peinant à rendre compte de la réalité des rapports humains concrets, elle tend d'une part à infléchir ces rapports pour les plier à son modèle, et d'autre part à «briser les thermomètres», à nous priver des outils de jugement qui permettraient de la réfuter. D'où l'inévitable appareil de censure dont le «politiquement correct», justement, est le bras armé. Selon Mathieu Bock-Côté:

*«Le politiquement correct est un dispositif inhibiteur ayant pour vocation d'étouffer, de refouler ou de diaboliser les critiques du régime diversitaire et de l'héritage des Radicaux Sixties, et plus largement, d'exclure de l'espace public tous ceux qui transgressent cette interdiction.»*

En attendant son improbable triomphe planétaire, l'empire du politiquement correct cloisonne et censure donc à tout va(3). De même que l'URSS avait dressé un mur de

barbelés entre le conditionnement soviétique et le monde dit libre (et qui l'était largement à l'époque), de même l'Occident moderne s'emploie à colmater toutes les ouvertures vers un *ailleurs* possible. Les médias de grand chemin sont devenus, avec le milieu universitaire, les principaux leviers de cet obscurcissement.

La raison économique elle-même ne parvient pas à les détourner de ce rôle. Quelle institution clef du pouvoir a-t-elle jamais été soumise à la loi du marché?

PS — Pour rire un peu, on peut lire la justification de la censure politiquement correcte parue cette semaine dans *Le Temps*. Les journalistes qui publient de telles lettres d'intention ne peuvent qu'être candidats au chômage ou au bureau de la police politique.

~~~~~  
NOTES

1. Voir à ce sujet le dossier de Blaise Lempen, *Massacres sans témoins*, éd. Xenia 2007.
2. Il a fallu que le chien domestiqué croise le loup sauvage, chez *La Fontaine*, pour qu'il se souvienne de la chaîne qui lui rabote le cou.
3. Il est révélateur d'écouter le dialogue entre Mathieu Bock-Côté et un haut dignitaire de l'appareil de cloisonnement, organisé par Alain Finkelkraut dans son émission *Répliques*. Confronté pour une fois à un milieu qui ne lui est pas automatiquement acquis, Laurent Joffrin, le commissaire politique de *Libération*, ne fait que bafouiller et se défausser avec une gêne perceptible. Il est littéralement mis à nu par une soudaine irruption du monde extérieur.

CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

## Padamalgam (6)

**C**ELA FAIT BIEN LONGTEMPS QUE CANNIBALE LECTEUR N'AVAIT PLUS «PADAMALGAMISÉ»! RENOUONS DONC AVEC CETTE HONORABLE TRADITION AVEC UN SIXIÈME ÉPISODE DE NOTRE SÉRIE(1), À L'OCCASION DE LA PARUTION D'UN LIVRE Ô COMBIEN IMPORTANT, MAIS DONT PEU DE MÉDIAS DE GRAND CHEMIN SE FERONT L'ÉCHO.

C'est sous le titre «Le grand bâtisseur de l'islamo-gauchiste» que Franz-Olivier Giesbert a consacré sa chronique, dans *Le Point* du 2 mai dernier, à *L'histoire de l'islamisation française. 1979-2019*(2), en commençant par un paradoxe, puisqu'il écrit: «*Voici un livre dont les médias ne parleront pas*», alors que lui-même en parle! Il ne fut à ce jour d'ailleurs pas le seul, puisque le 31 mai, c'est Mathieu Bock-Côté qui y consacra à son tour une chronique dans *Le Figaro*. Mais on a sans doute fait le tour: ni les médias publics, ni les autres médias de la presse écrite, en particulier *Libération* et *Le Monde*, entre autres, ne s'en feront certainement l'écho, et pour cause, puisqu'ils sont devenus les grands promoteurs de cette islamisation.

On saluera le geste de Giesbert, puisqu'il est lui-même «épinglé» dans ce livre, pour des propos tenus en 2015 dans lesquels il estimait que «*le salafisme est à l'islam ce que Moon est à la chrétienté. Une blague qui a mal tourné.*» Jolie formule, certes, mais dédouanant elle aussi l'islam en tant que tel. Là où on le suit moins, c'est dans le titre de sa chronique, car ce que montre ce livre, c'est qu'au-delà du traditionnel «islamo-gau-

chisme», il s'est agi, depuis quelques décennies, de «mettre au pas» aussi bien les hommes et femmes politiques de droite que les médias réputés tels. Comme le soupçonnent Bock-Côté et Giesbert, il est peu probable que cet ouvrage soit le fruit du travail d'un «collectif» comme l'affiche la couverture du livre, mais plus vraisemblablement d'un auteur préférant rester caché. On comprend pourquoi, vu la charge: de nos jours, le risque d'être «bataclanisé(3)», intellectuellement sans aucun doute, voire physiquement dans certains cas, est bien réel, en particulier dans cette France soumise à l'islamisation depuis quarante ans de façon visible et indiscutable.

Ce gros volume de près de 700 pages est en effet une reconstitution tous azimuts impressionnante, découpée en autant de chapitres qu'il y eut d'années entre 1979 et 2018, dont chacun commence par un événement de l'année en question, pour ensuite élargir son propos à l'évolution de l'islamisation de la France. 1979: c'est l'année du renversement du Shah d'Iran et de la révolution islamique de l'ayatollah Khomeiny. Nous avons déjà évoqué la bêtise de certains intellectuels, en particulier

Michel Foucault(4) qui n'avait pas caché sa joie et son enthousiasme devant cette victoire de l'islam. Il ne fut pas le seul, loin de là: l'inénarrable André Glucksmann, l'ancien soixante-huitard Jean-Edern Hallier, bien sûr le rédacteur en chef de *Libération* Serge July et bien d'autres (est-il nécessaire de préciser que BHL ne fut pas en reste ?) partagèrent cet engouement khomeyniste, qui marqua le début d'une longue et irréversible islamisation, qui allait petit à petit investir tous les domaines de la société et de l'État.

Plus qu'à un simple investissement de la société, c'est à un retournement qu'on assiste, qui débouche sur une totale inversion des règles de l'intégration, et à une destruction de l'histoire et de la culture française. Qui en fait n'existe pas: tout lui vient de l'extérieur. Car affirmer que cet «enrichissement» vient des cultures «autres» ne suffit pas: il faut aussi nier l'existence d'une culture française, définitivement pauvre et plouque, quitte à réécrire l'Histoire, ce que fera Patrick Boucheron en 2017 avec son *Histoire mondiale de la France*, qui connut un immense

succès bien révélateur de l'évolution des mentalités. Il vint s'ajouter à une longue série visant d'un côté à dédouaner l'islam de toute velléité de conquête et de colonisation, pour de l'autre renforcer l'idée déjà bien ancrée que seuls les Occidentaux (Français, Anglais, notamment) sont responsables — coupables! — de faits de colonisation. On nous

ressert les mêmes plats, notamment celui du soi-disant «âge d'or» d'Al-Andalus(5) (l'Espagne musulmane), tout en affirmant que le gouverneur d'Al-Andalus, Abd al-Rahman, ne souhaitait par conquérir le royaume des Francs lorsque Charles Martel le stoppa en 732, mais venait simplement effectuer quelques razzias «anodines». Une petite promenade de santé en quelque sorte. Tout

comme les incursions ottomanes jusqu'aux portes de Vienne jusqu'au XVIIe siècle.

Il ne fait pas bon de nos jours contester cette réécriture de l'histoire: Lorànt Deutsch en fit les frais en 2013, justement à propos de Charles Martel(6), que le site Mediapart qualifia à l'occasion d'*imposture historique et mythe fasciste*.



Rien que ça! Avant lui, en 2008, c'était le médiéviste Sylvian Gouguenheim, pour son livre *Aristote au Mont-Saint-Michel. Les racines grecques de l'Europe chrétienne*(7), qui avait eu la mauvaise idée de remettre les pendules à l'heure, en contestant le rôle présumé de l'islam dans la transmission du savoir grec, et en attribuant à l'Europe un héritage chrétien! Il ne s'était guère trouvé que Jacques le Goff pour prendre sa défense.

Il n'y a plus beaucoup d'intellectuels pour critiquer l'islam(8), comme le firent André Malraux, Jacques Ellul ou encore Claude Lévi-Strauss en leur temps: oser prendre le risque d'être immédiatement qualifié de «raciste» voire de «fasciste» n'est pas donné à tout le monde. Après le procès qui fut intenté à Michel Houellebecq en 2002 pour ses propos dans le magazine *Lire* («*La religion la plus con, c'est quand même l'islam. Quand on lit le Coran, on est effondré... effondré!*»), seul le grand ethnologue et anthropologue Claude Lévi-Strauss, que son statut international rendait incritiquable et inattaquable, et à qui ses 94 ans n'avaient pas fait perdre sa lucidité, pouvait se permettre ce commentaire: «*J'ai écrit dans Tristes tropiques*(9) [en 1955 !] *ce que je pensais de l'islam. Bien que dans un langage plus châtié, ce n'était pas tellement éloigné de ce pour quoi on fait aujourd'hui un procès à Houellebecq. Un tel procès aurait été inconcevable il y a un demi-siècle, ça ne serait venu à l'idée de personne. On*

*a le droit de critiquer une religion. On a le droit de dire ce qu'on pense. Nous sommes contaminés par l'intolérance islamique.*»

Contamination, le mot n'est pas trop fort. C'est aujourd'hui aux Français «de souche» de s'intégrer. On mesure cette inversion des valeurs d'intégration dans les propos effarants tenus par Martin Hirsch, ancien haut-commissaire aux Solidarités actives (sic), sous Nicolas Sarkozy: «*La vraie intégration, c'est quand les catholiques appelleront leur enfant Mohamed.*» Tu l'as dit bouffi!

L'école, le droit, la finance, la nourriture, la culture, tous les secteurs sont désormais en coupe réglée. Cette «tolérance» va jusqu'à la «compréhension» de la forte recrudescence des actes antisémites en France, qui sont imputables quasi intégralement aux jeunes musulmans, élevés dans la haine du «juif». Mais évidemment, il faut le taire, et noyer ce phénomène dans un prétendu «antisémitisme bien français».

Dans l'islam, la *taqîya*, qui consiste à dissimuler ses opinions religieuses, est recommandée aux musulmans quand ils sont minoritaires. Cette dissimulation n'est plus nécessaire quand l'islam devient puissant. D'ailleurs, le prophète pratiqua lui-même de la sorte: les sourates de la première période de La Mecque, alors que l'islam est encore faible, sont celles qui parlent de tolérance religieuse, d'amour et de paix. Les sourates de Médine, en revanche, sont d'une tonalité différente: l'islam est devenu suffisam-



ment puissant pour ne plus avoir à se cacher derrière une tolérance devenue superflue, les apostats méritent la mort, et les «infidèles» sont au mieux des êtres inférieurs. L'erreur de l'Occident — et de la France en l'occurrence — a été et est de croire qu'en étant «compréhensif» envers les demandes des musulmans, sous prétexte du «respect de l'autre» et de sa culture, ils s'en satisferaient. Or, c'est l'inverse qui se passe et va s'accélérer: plus ils obtiennent, plus ils exigent, jusqu'au jour où — on y est presque en France — l'islam sera devenu tellement admis et reconnu qu'il pourra non plus *demande*r, mais *impose*r. Ce que l'islam n'a pu conquérir par l'épée, il le conquiert par cette forme plus insidieuse de colonisation; mais l'épée viendra en son temps.

Le tour d'horizon à 360° que nous propose ce livre laisse un sentiment très désagréable. Celui qu'il est trop tard, notamment parce que l'État français a abdiqué depuis longtemps:

*«L'État s'est continuellement adapté à l'islam au lieu de lui demander de s'adapter. Souvent par conviction que l'inverse était impossible. Loin d'être maltraité, ce que rabâche la vulgate de l'islamophobie, l'islam n'a cessé de se voir offrir des faveurs dont n'ont bénéficié ni le catholicisme ni le judaïsme, contraints par l'armée de la IIIe République de se soumettre à la loi de séparation de 1905 pour le premier et de se plier au diktat du Grand Sanhédrin de 1807 imposé par Napoléon Ier pour le second. L'islamophilie a, au contraire, conduit l'État à ruiner la conception antérieure de la laïcité et*

*à tolérer le refus, de la part des représentants de l'islam, de reconnaître la liberté de conscience et de droit de changer de religion.»*

Comme aurait sans aucun doute conclu l'ami Alexandre Vialatte(10): « Et c'est ainsi qu'Allah est grand! »

~~~~~  
NOTES

1. Les précédents épisodes de la série «Padamalgam» sont parus dans les numéros d'*Antipresse* suivants: 67, 75, 80, 98 et 113.
2. Collectif, *Histoire de l'islamisation française. 1979-2019*, Éditions L'Artilleur 2019.
3. Un néologisme de mon cru, qui ne nécessite sans doute pas d'explications pour être compris.
4. Voir *Antipresse* n° 67.
5. Voir à ce sujet notre chronique consacrée au livre de Seraffin Fanjul, *Al-Andalus, l'invention d'un mythe. La réalité historique de l'Espagne des trois cultures* (Éditions L'Artilleur, 2017) parue dans *Antipresse* n° 113.
6. Lorant Deutsch, *Hexagone. Sur les routes de l'histoire de France* (Michel Lafon, 2013, Seuil, coll. Points), 2015).
7. Sylvain Gouguenheim, *Aristote au Mont-Saint-Michel. Les racines grecques de l'Europe chrétienne* (Le Seuil, Coll. «L'univers historique», 2008, épuisé).
8. À quelques rares exceptions près, dont Michel Onfray (voir *Antipresse* n° 80).
9. Claude Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques* (1955, Pocket, coll «Pocket terre humaine», 2001) : un classique indispensable!
10. Voir *Le Drone* n° 31.

ENFUMAGES par Eric Werner

## De la violence extrême et de son utilité

**L**E CAPITALISME EST SOUVENT ASSOCIÉ À LA LIBERTÉ ET À LA DÉMOCRATIE, MAIS COMME LE MONTRE NAOMI KLEIN DANS SON LIVRE CULTE, *LA STRATÉGIE DU CHOC: LE CAPITALISME DU DÉSASTRE*(1), IL N'EN EST PAS TOUJOURS AINSI.

Parfois, il est vrai, il en est ainsi. A l'époque de la guerre froide, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, le capitalisme, effectivement, se développa en harmonie étroite avec la liberté et la démocratie. Cette époque vit également l'essor du *Welfare state*, qui visait à protéger la population contre les vicissitudes du marché. Car, pensait-on, le capitalisme ne pouvait être livré complètement à lui-même. Un marché libre était en lui-même une bonne chose, mais parallèlement aussi il importait de l'encadrer pour assurer, par exemple, une certaine redistribution des revenus. L'État se devait par ailleurs d'édicter des règles en matière de protection sociale. Il s'agissait à l'époque de montrer que le marxisme-léninisme n'avait pas le monopole des préoccupations sociales. Le capitalisme pouvait faire aussi bien que lui dans ce domaine. Et même mieux.

Cette synthèse entre capitalisme et liberté d'un côté, *Welfare state* de l'autre, se maintint jusqu'à l'effon-

drement du communisme à la fin des années 80. Ensuite, l'histoire se remit en mouvement. Nous reviendrons en conclusion sur la situation actuelle dans nos pays. En attendant, ce qu'il importe de relever, c'est que la guerre froide n'a pas été vécue partout de la même manière. Si, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, les dirigeants ont veillé à ce que le capitalisme se présente sous un jour, osons le dire, acceptable, ailleurs, en revanche, dans certaines zones



périphériques, ils ont suivi une ligne très différente: on pense en particulier à l'Amérique du Sud. Au cours des années 60 et 70 du siècle dernier, en effet, celle-ci a servi de laboratoire expérimental à la mise en œuvre d'une espèce beaucoup plus rude de capitalisme: celle articulée à la «stratégie du choc».

### LA PRIVATISATION DE TOUT

La «stratégie du choc» fut théorisée en son temps par les économistes de l'école de Chicago, en particulier Milton Friedman, son chef de file, très

hostile à l'interventionnisme étatique. L'économie, disait-il, devait être abandonnée à ses propres lois immanentes, c'est ainsi qu'elle fonctionnait le mieux. Moins l'État s'en mêlait, le mieux c'était. L'État lui-même devait être privatisé. C'est ce que pensaient Milton Friedman et ses disciples. Sauf qu'ils étaient assez seuls à le penser. Les populations ne sont pas spontanément disposées à penser ainsi. Elles pensent même plutôt le contraire. Elles ont leurs raisons. Comment venir à bout de telles réticences? La «stratégie du choc» apporte une réponse possible. On la résumera en disant que lorsqu'on bouscule un peu les gens, ils se montrent en règle générale de meilleure composition que dans le cas contraire. Il est donc bon de les bousculer parfois un peu.

De temps à autre, des catastrophes naturelles surviennent (cyclones, tsunamis, etc.), il peut être utile alors de les exploiter. De même lorsque survient un krach boursier, une attaque terroriste, ou mieux encore l'instauration d'une dictature policière. Qu'elles soient naturelles ou sociales, les catastrophes ont toutes en commun de créer du chaos. Le chaos n'est pas en lui-même une très bonne chose, mais il permet parfois de faire avancer certains dossiers. C'est ce qu'on veut dire quand on parle de «stratégie du choc». Friedman lui-même se disait démocrate, mais il n'en sympathisait pas moins avec le régime issu du coup d'État de 1973 au Chili, coup d'État qui fit plusieurs milliers de morts. Il entra ainsi en correspondance avec Pinochet et lui rendit même une visite person-

nelle. Pinochet, une fenêtre d'opportunité. Naomi Klein relève que l'une des premières décisions de Pinochet après sa prise de fonction fut la privatisation du système d'enseignement. Avant le reste.

#### «KUBARK»

Le livre de Naomi Klein recouvre la période allant de 1945 à 2007. En ce sens, c'est une histoire du temps présent, mais une histoire *alternative*, entrant en concurrence avec l'histoire qu'on nous sert généralement, celle se nourrissant de l'opposition entre le Bien et le Mal. Nous sommes habitués en Europe à avoir une idée plutôt positive de la politique étrangère américaine. Les États-Unis ont fait la guerre à Hitler, plus tard également nous ont protégés contre le communisme. Nous leur en sommes donc reconnaissants. Sauf que les États-Unis ne se sont pas contentés de guerroyer contre Hitler, ou encore d'endiguer le communisme. Ils ont aussi installé Pinochet au pouvoir: Pinochet, mais pas seulement Pinochet. Les généraux brésiliens et plus tard argentins. Ils ont aussi détruit plusieurs pays au Moyen-Orient. C'est une autre approche de la réalité.

Le premier chapitre du livre est ainsi consacré à la torture et aux techniques utilisées par la police secrète états-unienne en la matière, techniques qui furent mises au point au début des années 50, dans le cadre de recherches menées au Canada. Elles fournirent par la suite la matière d'un manuel pratique, le *Kubark*, qui servit de base aux activités ultérieures de la CIA dans ce domaine. Le *Kubark*, dit

Naomi Klein, est une métaphore de la «stratégie du choc». De même que la «stratégie du choc» a pour but de frayer la voie au «capitalisme du désastre» en détruisant tout ce qui pourrait lui faire obstacle (Etat de droit, démocratie, héritage culturel, etc.), le *kubark* est un guide pratique de démantèlement de la personnalité par la torture. L'individu perd ainsi progressivement ses repères, en lui, en particulier, la mémoire s'efface. Et donc, assez vite, il s'effondre. Tout le monde, aujourd'hui, a entendu parler des «prisons secrètes» de la CIA, ou encore du centre de détention de Guantanamo. Naomi Klein décrit bien ce qui s'y passe.

Sauf que le *kubark* n'est bien sûr pas seulement une métaphore. C'est un outil parmi d'autres de la «stratégie du choc».

L'ouvrage de Naomi Klein s'arrête avec l'invasion américaine de l'Irak et la destruction de ce pays sous l'effet combiné des bombes, de la terreur antiterroriste et de la dérégulation néolibérale. Mais la grille interprétative qu'il applique à ces événements éclaire anticipativement l'histoire ultérieure. Naomi Klein dit à un moment donné que «la violence extrême nous empêche de voir les intérêts qu'elle sert»(2). Les deux choses sont importantes: la violence extrême, d'une part, les intérêts qu'elle sert de l'autre. La première ne doit pas nous masquer les seconds. Les désastres dont se nourrit le capitalisme du même nom fonctionnent comme accélérateur. C'est la globalisation marchande dans son ensemble qui est en cause. On va toujours plus loin, toujours plus vite. C'est la loi du marché qui l'exige, plus

exactement encore du «libre marché». Car, dans l'esprit de ses concepteurs, le libre marché ne sera jamais assez libre. C'est pourquoi un certain nombre de désastres s'avèrent nécessaires.

La France macronienne n'est évidemment pas le Chili de Pinochet. Sauf que la police française se permet aujourd'hui toutes sortes de choses qu'elle ne se serait peut-être pas permises il y a seulement une vingtaine d'années. On pense ici au LBD, mais pas seulement. Chacun voit bien que la répression prend de plus en plus, en France, un caractère «préemptif». On éborgne les gens, mais par ailleurs aussi, quand on les arrête, on leur inflige toutes sortes de sévices et d'humiliations(3). On n'hésite pas par ailleurs à débarquer la nuit chez des particuliers en défonçant les portes des maisons. C'est maintenant systématique. C'est ce que faisaient aussi les soldats américains en Irak (pour terroriser les gens, leur faire passer le goût de résister, etc.)(4). La post-démocratie macronienne répète donc ce que d'autres ont fait avant elle. Et donc, également, on ne s'étonnera pas si, en même temps qu'elle éborgne les gens, elle privatise les aéroports. Tout cela forme un tout.

~~~~~  
NOTES

1. Leméac / Actes Sud, 2008.
2. *Ibid.*, p. 393.
3. Cf. notamment Antoine Peillon, *Cœur de boxeur: La vérité sur Christophe Dettinger*, Les liens qui libèrent, 2019; ou le *récit du journaliste Brice* sur sa détention par la police française suite à une manifestation de Gilets jaunes; etc.
4. *La stratégie du choc*, p. 443.



L'AVATAR DE LAURENT SCHIAPARELLI:  
UNE CALLIGRAPHIE TRÈS CONNUE DE SUN  
YAT-SEN, QUI SIGNIFIE «AMOUR UNIVERSEL»

THÉ D'ORIENT par Laurent Schiaparelli

## Comment peut-on parler de la Chine?

**E**N EUROPE, PARLER DE LA CHINE N'EST PAS DONNÉ À TOUT LE MONDE. IL FAUT ÊTRE SINOLOGUE. DÉTAIL PRATIQUE: IL N'EST PAS NÉCESSAIRE DE PARLER LE CHINOIS, NI D'Y AVOIR VÉCU DE FAÇON SIGNIFICATIVE POUR DISSERTER SUR LA CHINE ET D'EN FAIRE UNE CARRIÈRE.

Il suffit d'être adoubé par la petite caste médiatico-académique qui a fait de la Chine son pré carré, décide de qui en est et qui n'en sera jamais, de quel sujet on doit traiter, et de ce qui ne constitue pas un *vrai* sujet d'étude. Une sorte de franc-maçonnerie en sciences sociales, un brin grotesque, qui pontifie sur la Chine avec un air docte dans les ambassades, les salons et les rédactions parisiens, en attendant sagement la consécration d'une invitation dans une matinale radiophonique ou sur un plateau télé à l'heure du 20h.

La sinologie a ses sujets imposés et ses sujets interdits. On ne sort pas des clous impunément. Dans les années 70, pour être publié, il valait mieux parler des bienfaits de la Révolution culturelle et de sa possible (et souhaitable) application

en Occident, alors qu'elle prenait déjà fin en Chine.

L'authentique expert franco-phonie sur la Chine, Simon Leys (qui était belge, de son vrai nom Pierre Ryckmans) a été excommunié de la sinologie germano-pratine, une coterie de maoïstes mondains, dont aucun ne lisait ni même ne parlait le chinois contemporain, pour avoir osé dénoncer publiquement l'inanité de leur adoration béate pour la Révolution culturelle. A cause des basses manigances d'une *Bande de Quatre* sombres sinologues français, dont nous tairons ici les noms puisqu'ils ont déjà sombré dans l'anonymat, Leys n'a jamais pu travailler en France, alors qu'il y était invité, et a poursuivi son oeuvre titanique depuis l'Australie.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, après deux décennies passées à nous prédire l'impos-

sible pérennité de l'insolente croissance chinoise, et l'effondrement imminent du modèle de développement chinois, les *experts* occidentaux de la Chine, qui se trompent dans leurs prédictions avec la régularité d'un mouvement horloger suisse, ânonnent depuis presque dix ans leur nouvelle rengaine, celle de la dangerosité du régime chinois.

Les seuls sujets qui passent sous leurs fourches Caudines sont la pollution environnementale et atmosphérique, les droits de l'homme (chaque sinologue a son *copain dissident chinois attiré*, qui n'a plus mis les pieds en Chine depuis 1989, mais est toujours étrangement considéré comme une source sûre d'information de première main), les nouveaux riches *qui achètent tout en Occident*, la *prédation chinoise* sur les ressources naturelles en Afrique, les droits des travailleurs forcément bafoués, la minorité ouïghoure prétendument opprimée puisque musulmane et minoritaire, et dernière en date, l'accusation d'espionnage (jamais prouvée) auquel se livreraient sans vergogne des sociétés chinoises comme Huawei et ZTE, accusation qui a émergé dans les médias occidentaux dès que la technologie chinoise a surpassé celle de ses concurrents.

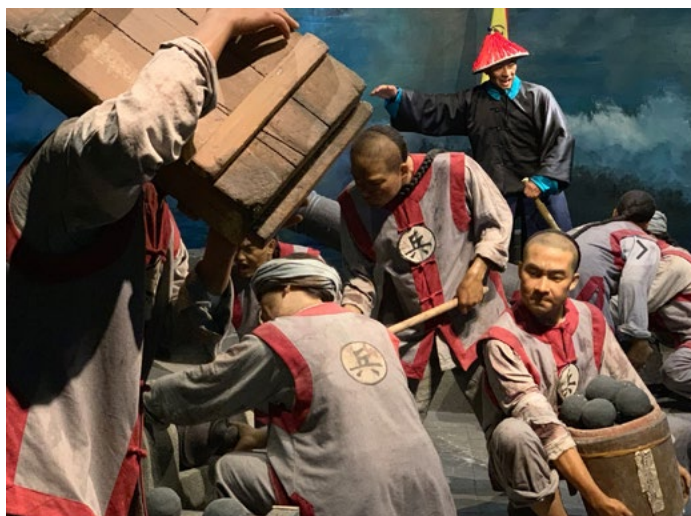
Pour le commentateur occidental accrédité, toute réussite chinoise ne peut être attribuée qu'à la *brutalité d'un régime totalitaire qui fait exécuter ses décisions politiques et économiques sans prendre le temps de la discussion avec la société civile*.

Il faut comprendre de ce raccourci sophistique que nous, Européens démocrates, sommes englués dans une croissance atone depuis les années 70 parce que *nous avons des valeurs*, notamment l'humanisme et le respect de l'environnement. Une seule et même excuse pour à la fois critiquer une Chine qui avance et dédouaner une Europe qui recule. Une pirouette simpliste, accessible à un élève de CM2, qu'on entend pourtant régulièrement dans des ambassades et sur des plateaux de télévision, de la part de gens qui n'ont aucune idée de la complexité et de la collégialité du processus décisionnel au sein du Parti communiste et de l'administration chinoise.

Ceux qui voudraient relayer des informations positives sur la Chine, ou présenter une actualité chinoise de manière équitable (il y en a eu quelques-uns, rares, dans certains médias français) sont recadrés par leur rédacteur en chef, ou interdits d'antenne par les commissaires politiques du service public. Quant aux observateurs et commentateurs non-accrédités, dont je fais partie, qui présentent la Chine sous un jour différent, qui tiennent compte de la réalité du terrain et des points divers en Chine, ils sont immédiatement soupçonnés et accusés dans la foulée de *pékinolâtrie*, d'être *l'œil de Pékin*, et pourquoi pas un jour, de sympathisant de régimes fascistes, puisqu'on en revient toujours là.

Travaillant en Chine depuis trente ans, avec des partenaires chinois, en chinois, lisant autant la presse

**BATAILLE CONTRE  
LES COLONISATEURS  
PORTUGAIS  
(RECONSTITUTION  
EN CIRE), MUSÉE  
DE SHENZHEN.  
PHOTO SD.**



chinoise officielle que les blogs de membres de la société civile, il me semble important de rééquilibrer autant que possible le débat sur la Chine en Occident, qui est à l'heure actuelle soumis lui aussi à une pensée unique. Partager avec les lecteurs de l'Antipresse mon point de vue sur la Chine, qui est celui de nombreux expatriés en Grande Chine, vaut au moins autant que celui des journalistes et chercheurs assis dans leurs bureaux parisiens, bruxellois ou hongkongais, rémunérés par leur ministère de tutelle et par des fonds privés dont certains sont issus de l'Open Society de George Soros, et qui par leurs écrits, forment une opinion publique occidentale a priori négative et hostile envers la Chine, ce qui a pour effet de rendre les Chinois méfiants et hostiles à leur

tour envers un Occident qui les dénigre et les caricature constamment.

Je suis parti du postulat que les médias de grand chemin nous induisant systématiquement en erreur sur tous les sujets importants qui nous concernent en Occident, et la Chine ayant acquis depuis 2010 une importance de dimension planétaire, il n'y avait pas de raison que les médias, le monde académique et les *think-tanks* nous présentent une analyse neutre et équitable de l'émergence de la Chine sur la scène internationale.

Étant donnée l'importance économique, géopolitique et militaire de notre sujet, il y a encore plus matière à nous méfier de ce qu'on nous dit de la Chine que de ce qu'on nous a dit de l'Ukraine et du Vénézuéla. Il y a, ici aussi, urgence à contrer l'entreprise de manipulation que nous subissons.

## TURBULENCES

### #UE | La désinformation positive n'est pas un bobard

Dans un tweet «plus vrai que nature», le compte TRÈS parodique «Le Journal de l'Élysée» (@JournalElysee) faisait dire à Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, que «*Orienter la réalité pour faire accepter notre projet politique aux Français ne relève pas du mensonge mais de la désinformation positive*».

Invention d'humoristes? Non, hélas. La désinformation positive fait officiellement partie de l'outillage pédagogique des équipes de communication de la Commission européenne. Ce sont les *spin doctors* de l'UE qui l'expliquent eux-mêmes, sans complexe, à une équipe de youtubeurs pas vraiment complices qu'ils avaient invités à un «voyage d'étude pour influenceurs», peut-être par une erreur de casting.

L'équipe du *Fil d'actu* a enregistré des propos cartes sur table (vidéo [YouTube](#)):

- \* sur la guerre totale à la Russie dans le domaine de l'information, accusée (avec une bonne dose de paranoïa) d'être derrière tous les troubles que connaît l'Union. ([min. 42](#)).
- \* sur l'exploitation des technologies de hacking (ce qu'on reproche justement aux Russes!) à des fins de «désinformation positive» ([min. 47](#)).

Bref: le hacking et la désinformation, c'est mal si c'est utilisé contre nous. C'est bien lorsque les gentils s'en servent. Or ne sommes-nous pas suintants de gentillesse?

*Mais encore:*

[#UKRAINE | Wotan avec nous!](#)

[#DEBARQUEMENT | De quel côté déjà était l'Allemagne?](#)

[#USA | Folles de biscuits!](#)

### Pain de méninges

#### ECRIVAINES ET FEMMES ÉCRIVAINS

«J'avais réfléchi à la question et interviewé pas mal d'écrivains de sexe féminin, et non d'«écrivaines», et il y avait une grande différence entre celles qui souhaitent la féminisation du mot, et qui sont toutes de mauvaises plumes, et celles que j'aime bien, qui veulent que l'on dise «écrivains» pour être dans la même catégorie que Proust. J'ai mis en pratique un système dans mes critiques de livres : je propose qu'on dise «écrivaine» quand l'auteur est nul et «écrivain» quand la dame a du talent.»

— Frédéric Beigbeder, *Causeur* n°7, novembre 2013.

L'Antipresse ne vit que de vos [abonnements](#) et de vos [dons](#).

Faites-la connaître autour de vous!

Soutenez cette publication sans égale dans les nouveaux médias!

[antipresse.net](http://antipresse.net)